EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE

Séance du 29 mars 2017

Monsieur Guy TEISSIER, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 111 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Christian AMIRATY - René AMODRU - Michel AZOULAI - René BACCINO - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Solange BIAGGI - Nicole BOUILLLOT - Nadia BOULAINSEUR - Valérie BOYER - Marie-Christine CALATAYUD - Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Michel CATANEO - Roland CAZZOLA - Sophie CELTON - Catherine CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Alain CHOPIN - Frédéric COLLART - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Michel DARY - Anne DAURES - Christophe DE PIETRO - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Nouriati DJAMBAE - Pierre DJIANE - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Nathalie FEDI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY VLASTO - Josiane FOINKINOS - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Karim GHENDOUF - Patrick GHIGONETTO - Bruno GILLES - Jean-Pierre GIORGI - André GLINKA-HECQUET - Georges GOMEZ - Vincent GOMEZ - José GONZALEZ - Annie GRIGORIAN - Albert GUIGUI - Louisa HAMMOUCHE - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Christian JAILLE - Paule JOUVE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Dany LAMY - Albert LAPEYRE - Gisèle LELOUIS - Marc LOPEZ - Marie-Louise LOTA - Patrick MAGRO - Bernard MARANDAT - Héléne MARCHETTI - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Bernard MARTY - Janine MARY - Florence MASSE - Martine MATTEI - Guy MATTEONI - Patrick MENNUCCI - Xavier MERY - Danielle MILON - André MOLINO - Virginie MONNET-CORTI - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINÉ - Roland MOUREN - Jérôme ORGEAS - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Patrick PAPPALARDO - Christian PELLICANI - Claude PICCIRILLO - Nathalie PIGAMO - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Gérard POLIZZI - Marlène PREVOST - Muriel PRISCO - Julien RAVIER - Stéphane RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Lionel ROYER-PERREAUT - Sandra SALOUM-DALBIN - Isabelle SAVON - Marie-Xavière SCOTTO DI UCCIO - Guy TEISSIER - Dominique TIAN - Jocelyne TRANI - Cédric URIOS - Lionel VALERI - Claude VALLETTE - Josette VENTRE - Brigitte VIRZI-GONZALEZ.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Héléne ABERT représentée par Janine MARY - Mireille BALOCCO représentée par Jérôme ORGEAS - Loïc BARAT représenté par Jeanne MARTI - Mireille BENEDETTI représentée par Fabrice JULLIEN-FIORI - Jean-Louis BONAN représenté par Marlène PREVOST - Patrick BORE représenté par Patrick GHIGONETTO - Anne CLAUDIUS-PETIT représentée par Patrick PAPPALARDO - Sandrine D'ANGIO représentée par Gisèle LELOUIS - Monique DAUBET-GRUNDLER représentée par Vincent GOMEZ - Emilie DOURNAYAN représentée par Frédéric DOURNAYAN - Jean-Claude GAUDIN représenté par Yves MORAINÉ - Roland GIBERTI représenté par Héléne MARCHETTI - Régine GOURDIN représentée par André GLINKA-HECQUET - Marcel GRELY représenté par Marie-Xavière SCOTTO DI UCCIO - Andrée GROS représentée par Lionel VALERI - Nathalie LAINE représentée par Annie GRIGORIAN - Christophe MASSE représenté par Florence MASSE - Claudette MOMPRIVE représentée par Guy MATTEONI - Lisette NARDUCCI représentée par Gérard POLIZZI - Patrick PADOVANI représenté par Marie-Josée BATTISTA - Roland POVINELLI représenté par Paule JOUVE - Maxime TOMMASINI représenté par Jean ROATTA - Kheïra ZENAFI représentée par Richard FINDYKIAN.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Mireille BALLETTI - Jacques BESNAÏNOU - Roland BLUM - Frédéric BOUSQUET - Laure-Agnès CARADEC - Laurent COMAS - Jean-Claude DELAGE - Dominique DELOURS - Eric DIARD - Yann FARINA - Samia GHALI - Martine GOELZER - Michel ILLAC - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Laurent LAVIE - Eric LE DISSES - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Laurence LUCCIONI - Antoine MAGGIO - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Richard MIRON - Marie MUSTACHIA - Grégory PANAGOUDIS - Didier PARAKIAN - Christyane PAUL - Elisabeth PHILIPPE - Stéphane PICHON - Véronique PRADEL - Marine PUSTORINO-DURAND - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Roger RUZE - Eric SCOTTO - Emmanuelle SINOPOLI - Nathalie SUCCAMIELE - Jean-Louis TIXIER - Martine VASSAL - Patrick VILORIA - Didier ZANINI - Karim ZERIBI.

Signé le 29 Mars 2017

Reçu au Contrôle de légalité le 12 mai 2017

Monsieur le Président a proposé au Conseil d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

EAU 002-557/17/CT

■ Dégrèvements sur des factures d'eau 2016 suite à des fuites sur les installations privées à Plan de Cuques
DEASV 17/15184/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 et son décret d'application n°2012-1078 du 24 septembre 2012 prévoient dans le cas d'une surconsommation d'eau potable due à une fuite après compteur pour un local d'habitation, que l'abonné sur présentation d'un justificatif, peut demander un plafonnement de sa facture.

En effet, cette loi précise que l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de consommation excédant le double de la consommation moyenne s'il présente au Service de l'Eau Potable, dans un délai d'un mois à compter de l'information prévue, une attestation d'une entreprise de plomberie indiquant qu'il a fait procéder à la réparation d'une fuite sur ses canalisations.

Le décret du 24 septembre 2012 fixe la date d'entrée en vigueur de ces dispositions et précise que ne sont prises en compte que les fuites de canalisations d'eau potable après compteur, à l'exclusion des fuites dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage, l'abonné devant également fournir une attestation d'une entreprise de plomberie précisant que la fuite a été réparée en indiquant la localisation de la fuite et la date de la réparation.

Ce décret prévoit également que lorsqu'un abonné bénéficie d'un écrêtement de sa facture d'eau dans les conditions énoncées précédemment, les volumes d'eau imputables aux fuites d'eau de la canalisation après compteur n'entrent pas dans le calcul de la redevance assainissement.

Par délibération n° DPEA 1/416/CC du 13 mai 2005, le Conseil de Communauté a souhaité que les demandes de dégrèvement correspondant à des volumes supérieurs à 500m³ soient approuvées par l'assemblée délibérante.

Sur ces bases, dix demandes de dégrèvement sont ainsi présentées au Conseil de Territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° DPEA 1/416/CC du 13 mai 2005 du Conseil de Communauté portant sur la méthode de calcul des dégrèvements sur factures d'eau suite à des fuites sur les installations privées sur la commune de Plan-de-Cuques.

Signé le 29 Mars 2017
Reçu au Contrôle de légalité le 12 mai 2017

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les dégrèvements supérieurs à 500 m³ doivent être approuvés par le Conseil de Territoire Marseille Provence.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvés les dégrèvements suivants sur les factures d'eau à Plan-de-Cuques:

- 1) Monsieur ABOU Yvon pour lequel le dégrèvement est de 2 618,26 euros HT soit 2 819,20 euros TTC (1 353,08 euros HT soit 1 427,50 euros TTC sur le budget annexe eau et 1 265,18 euros HT soit 1 391,70 euros TTC sur le budget annexe assainissement) sur une facture préalablement établie et faisant apparaître un montant total de 3 042,16 euros HT soit 3,272,15 euros TTC.
- 2) Madame CERESA Andrée pour lequel le dégrèvement est de 1 637,10 euros HT soit 1 761,31 euros TTC (877,78 euros HT soit 926,06 euros TTC sur le budget annexe eau et 759,32 euros HT soit 835,26 euros TTC sur le budget annexe assainissement) sur une facture préalablement établie et faisant apparaître un montant total de 1 715,32 euros HT soit 1 844,93 euros TTC.
- 3) Monsieur DIAS FELGUEIRAS Antonio pour lequel le dégrèvement est de 922,69 euros HT soit 998,68 euros TTC (361,59 euros HT soit 381,47 euros TTC sur le budget annexe eau et 561,10 euros HT soit 617,21 euros TTC sur le budget annexe assainissement) sur une facture préalablement établie et faisant apparaître un montant total de 1 818,40 euros HT soit 1 955,54 euros TTC.
- 4) Monsieur LOPEZ Martial pour lequel le dégrèvement est de 812,06 euros HT soit 882,81 euros TTC (232,55 euros HT soit 245,34 euros TTC sur le budget annexe eau et 579,51 euros HT soit 637,47 euros TTC sur le budget annexe assainissement) sur une facture préalablement établie et faisant apparaître un montant total de 2 123,76 euros HT soit 2 284,27 euros TTC.
- 5) Monsieur MADONNA Maurice pour lequel le dégrèvement est de 1 616,30 euros HT soit 1 740,84 euros TTC (824,12 euros HT soit 869,44 euros TTC sur le budget annexe eau et 792,18 euros HT soit 871,40 euros TTC sur le budget annexe assainissement) sur une facture préalablement établie et faisant apparaître un montant total de 1 956,13 euros HT soit 2 103,96 euros TTC.
- 6) Monsieur RABAYROL Vincent pour lequel le dégrèvement est de 1 473,19 euros HT soit 1 554,21 euros TTC sur le budget annexe eau sur une facture préalablement établie et faisant apparaître un montant total de 1 600,91 euros HT soit 1 688,96 euros TTC.
- 7) Monsieur RABAYROL Vincent pour lequel le dégrèvement est de 2 467,24 euros HT soit 2 602,93 euros TTC sur le budget annexe eau sur une facture préalablement établie et faisant apparaître un montant total de 2 855,61 euros HT soit 3 012,66 euros TTC

- 8) Monsieur RENDA Victor pour lequel le dégrèvement est de 4 495,82 euros HT soit 4 839,89 euros TTC (2 344,58 euros HT soit 2 473,53 euros TTC sur le budget annexe eau et 2 151,24 euros HT soit 2 366,36 euros TTC sur le budget annexe assainissement) sur une facture préalablement établie et faisant apparaître un montant total de 5 085,89 euros HT soit 5 470,21 euros TTC.
- 9) Monsieur ROCHE Jean-Claude pour lequel le dégrèvement est de 1 216,25 euros HT soit 1 310,39 euros TTC (610,74 euros HT soit 644,33 euros TTC sur le budget annexe eau et 605,51 euros HT soit 666,06 euros TTC sur le budget annexe assainissement) sur une facture préalablement établie et faisant apparaître un montant total de 1 538,26 euros HT soit 1 654,48 euros TTC.
- 10) Monsieur TCHIFDJIAN Martin pour lequel le dégrèvement est de 3 463,63 euros HT soit 3 726,34 euros TTC (1 859,05 euros HT soit 1 961,30 euros TTC sur le budget annexe eau et 1 604,58 euros HT soit 1 765,04 euros TTC sur le budget annexe assainissement) sur une facture préalablement établie et faisant apparaître un montant total de 3 585,15 euros HT soit 3 856,22 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe de l'eau 2017 – Nature 678 –Sous politique F170 Code 3 DEAP et au budget annexe de l'Assainissement 2017 : Nature 678 –Sous-Politique F110 Code 3DEAP.

Adoptée à l'unanimité
des membres présents et représentés

Certifié Conforme,
Le Président du Conseil de Territoire
Marseille Provence
Député des Bouches-du-Rhône

Guy TEISSIER